

## DÉCLARATION PUBLIQUE

Face aux derniers événements que connaît le pays, dans le contexte d'une crise sociale et politique sans précédent depuis le retour à la démocratie et dont toutes les forces politiques doivent se responsabiliser - les partis d'opposition souscrivent et déclarent :

1.- La population qui s'est mobilisée tout le long du Chili a fait reculer les frontières du possible et a interpellé toutes les forces politiques du pays. De cette mobilisation il se dégage une revendication essentielle qui doit être légitimée : une nouvelle constitution — émanant des citoyens eux-mêmes — permettant d'instaurer un nouveau modèle politique, économique et social. Aussi, l'État doit et de toute urgence, mettre en œuvre un programme de lutte contre les abus et les inégalités afin de remédier à la situation que connaissent des milliers de familles.

2.- Une nouvelle constitution est la seule issue à la crise. Les citoyens mobilisés sur tout le territoire national ont ouvert, dans les faits, un "processus constitutionnel". Les forces politiques ont le devoir de rendre possible un plébiscite contraignant pour l'établissement d'une nouvelle charte fondamentale qui gouvernera les destinées du pays.

3.-La proposition du gouvernement d'un Congrès constitutionnel s'éloigne à la fois de la demande populaire de participation et aussi de délibération. Pour l'opinion publique, ainsi que pour les experts et les organisations de la société civile, seule une assemblée constituante et démocratique permettrait de garantir une large participation des citoyens et conférerait une légitimité absolue au processus. Cette institution délibérante, composée de délégués élus démocratiquement et s'interdisant d'assumer de futures responsabilités, doit être convoquée exclusivement pour élaborer le nouveau texte constitutionnel qui doit être soumis à un référendum.

4.-Le gouvernement doit comprendre que les citoyens mobilisés dans les rues de tout le pays exigent participer à ce processus historique. Fermer la porte à la participation citoyenne constitue une nouvelle et grave erreur du président Sebastián Piñera. À ce stade, ce serait faire preuve d'une cécité inexcusable que l'histoire ne pourra que condamner. À cette heure, le seul moyen de fonder l'avenir est un plébiscite, une assemblée constituante et une nouvelle constitution.

Parti de la révolution démocratique  
Parti communiste  
Parti socialiste  
Parti démocrate-chrétien  
Parti pour la démocratie  
Parti écologiste vert  
Parti radical  
Parti de l'égalité  
Parti progressiste  
Fédération régionaliste verte et sociale  
Parti communs  
Parti libéral  
Parti convergence sociale  
Parti humaniste